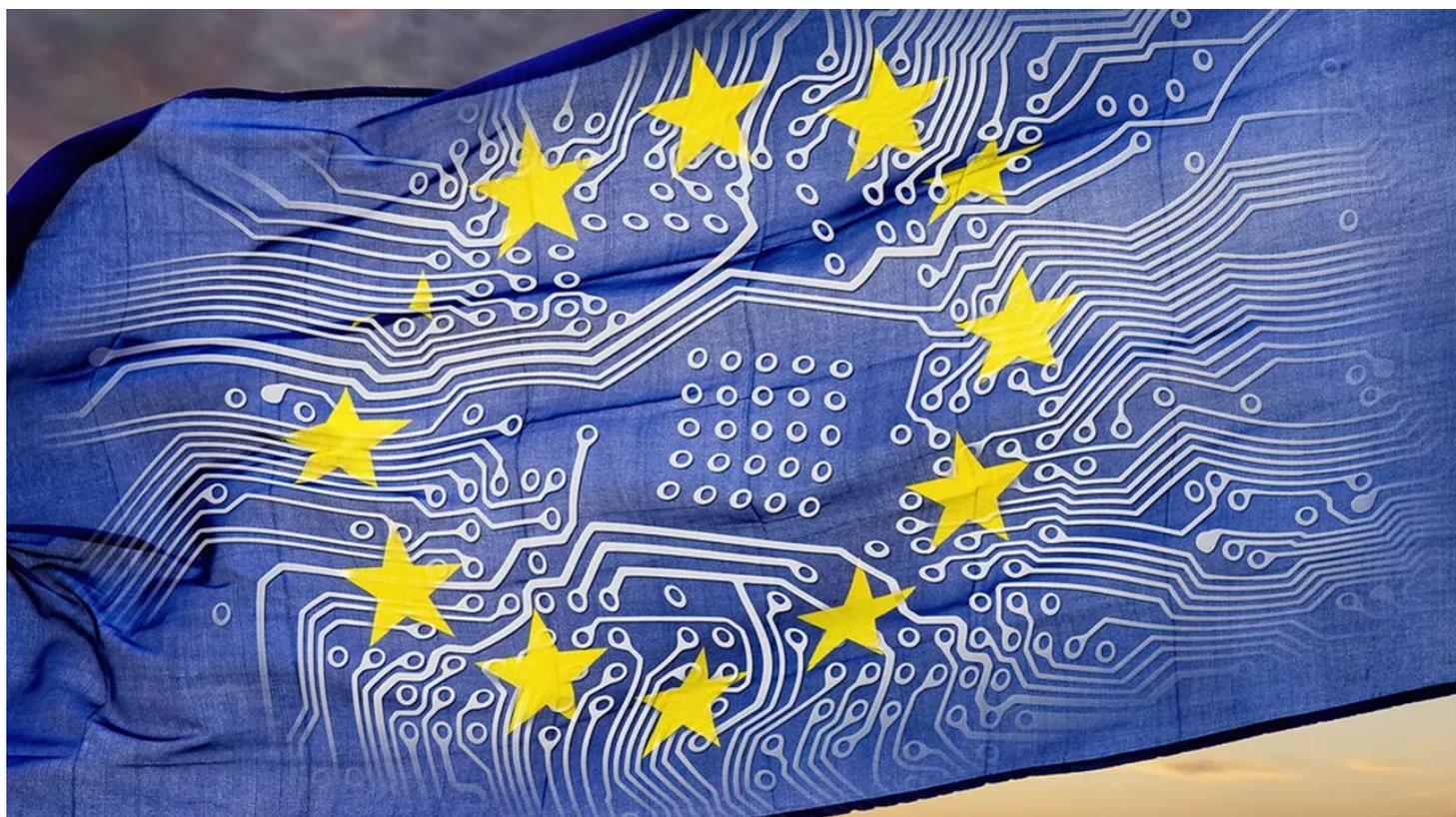


# Opinion | Souveraineté dans l'IA : pas si vite, pas si simple

L'Europe ne peut espérer s'imposer seule sur le champ numérique. Seule une alliance avec les Etats-Unis permettra une souveraineté technologique durable, estime le professeur Thibault Schrepel.



Seule une véritable alliance transatlantique peut garantir une souveraineté technologique durable, argumente Thibault Schrepel. (iStock)

Par **Thibault Schrepel** (professeur de droit à l'université d'Amsterdam)

Publié le 7 mars 2025 à 10:03

J'ai entendu résonner la douce mélodie du protectionnisme au sommet de l'IA, qui s'est tenu il y a quelques semaines. Il porte désormais un nom différent, plus moderne, souvent celui de « **souveraineté numérique** » ou encore « EU stack ».

Aucun Européen, j'imagine, ne souhaite que l'Europe soit aux mains d'autres puissances. Nombre des déclarations d'intérêts prononcées au sommet de l'IA vont dans ce sens : l'Europe doit être solide sur des appuis numériques, sinon la Chine ou les Etats-Unis viendront la tacler. Une fois à terre, l'Europe deviendrait une proie facile pour les autres zones d'influence, ce qui justifierait une indépendance numérique stricte dans un monde toujours plus digitalisé.

## **Approche indifférenciée**

Seulement, ces discours protectionnistes **qui exaltent une souveraineté absolue** souffrent de deux défauts majeurs. D'abord, ils placent toutes les puissances étrangères sur un pied d'égalité. L'Europe, entend-on, doit être indépendante de tous, sans la moindre concession. Les violations répétées des droits de l'homme par le gouvernement chinois ne semblent pas convaincre les dirigeants européens du risque accru à utiliser les technologies soutenues par Pékin plutôt que d'autres. Dans cette logique, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les autres puissances technologiques seraient tout aussi menaçants. Cette approche indifférenciée se retrouve dans plusieurs textes européens - dont les « Artificial Intelligence Act », « Data Act » et « **Chips Act** » - qui prônent une indépendance dogmatique qui manque cruellement de réalisme.

### **LIRE AUSSI :**

- **TRIBUNE - Pour une souveraineté numérique articulée autour de l'IA**
- **CHRONIQUE - L'IA, clé de la compétitivité technologique de l'Europe**

La deuxième limite d'une souveraineté de principe réside dans les dynamiques techno-économiques qui façonnent les technologies au coeur du débat. Les modèles de fondation qui soutiennent l'intelligence artificielle générative bénéficient d'importants rendements croissants, ce que nous avons documenté dans un article consacré à ce sujet avec Alex Pentland (MIT). Plus un modèle de fondation accumule d'utilisateurs, plus il devient facile d'en attirer de nouveaux en séduisant les développeurs qui vont y créer des applications compatibles, en facilitant l'accès à des bases de données exclusives et renforçant les partenariats avec d'autres entreprises.

## S'allier avec les Etats-Unis

Dans ce contexte, l'Europe et ses 450 millions d'habitants ne peuvent espérer s'imposer seuls. Même les Etats-Unis, avec leurs 334 millions d'habitants, ne peuvent y parvenir sans alliances. **Les rendements croissants de puissances comme la Chine,** forte de son 1,4 milliard d'habitants, permettront à terme de développer des modèles d'IA supérieurs. Une interdiction - même justifiée - ne saurait alors durer dans le temps ; le chercheur américain Kevin Kelly démontre d'ailleurs que les interdictions technologiques ont tendance à être de plus en plus courtes au fil des décennies.

*« Les discours de souveraineté numérique doivent être confrontés à ce que l'on pourrait qualifier de realpolitik de l'IA. »*

Il en ressort que seule une véritable alliance transatlantique peut garantir **une souveraineté technologique durable**. Qui plus est, assumer les interdépendances entre l'Europe et les Etats-Unis permettrait de maximiser leurs atouts respectifs : la France et l'Europe avec son électricité nucléaire et son marché intérieur, les Etats-Unis avec un marché du capital bien plus fluide que le nôtre. En un mot, les discours de souveraineté numérique doivent être confrontés à ce que l'on pourrait qualifier de realpolitik de l'IA. Faute de cela, nous finirons non seulement dépendants, mais en plus de puissances dont les objectifs sont bien plus éloignés des nôtres que ceux d'autres acteurs avec lesquels une alliance aurait été possible.

**Thibault Schrepel** est professeur de droit à l'université libre d'Amsterdam.

**Thibault Schrepel**